

Bulletin d'histoire politique

Roger Payette et Jean-François Payette, *Ce peuple qui ne fut jamais souverain. La tentation du suicide politique des Québécois*, préface de Pierre Drouilly, Montréal, Fides, 2013, 276 p.

Lucia Ferretti



Volume 23, numéro 3, printemps 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1030769ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1030769ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Ferretti, L. (2015). Compte rendu de [Roger Payette et Jean-François Payette, *Ce peuple qui ne fut jamais souverain. La tentation du suicide politique des Québécois*, préface de Pierre Drouilly, Montréal, Fides, 2013, 276 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 23(3), 241–244. <https://doi.org/10.7202/1030769ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2015

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Roger Payette et Jean-François Payette, *Ce peuple qui ne fut jamais souverain. La tentation du suicide politique des Québécois*, préface de Pierre Drouilly, Montréal, Fides, 2013, 276 p.

LUCIA FERRETTI
*Département des Sciences humaines
Centre interuniversitaire d'études québécoises
Université du Québec à Trois-Rivières*

L'essentiel de ce livre a d'abord paru en trois articles dans le *Bulletin d'histoire politique*. Plusieurs lecteurs connaissent donc déjà une bonne partie de son propos. Ils savent que voici un ouvrage plutôt décourageant. En le lisant, je me faisais la réflexion suivante : parler de la nation est toujours nécessaire, et en ce sens ce livre en vaut la peine ; mais s'il a été écrit dans l'espoir de stimuler la volonté des Québécois de se mobiliser pour l'indépendance, il s'y prend de bien curieuse façon puisqu'il propose de notre histoire et de notre culture une vision seulement pessimiste et, surtout, seulement autoaccusatrice. Malheur aux vaincus ! Ce sont toujours eux qui ont tort. Pour Roger Payette et Jean-François Payette, nous avons tous toujours eu tort, tous sauf Louis-Joseph Papineau !

Leur argumentation, en gros, est celle-ci. Comme nous avons toujours échoué sur le plan politique, nous en serions venus à nous réfugier dans un désir moins douloureux : survivre comme communauté culturelle. Cependant, cette ambition compensatoire est une illusion, puisque, à long terme, sans indépendance politique il n'y a pas de survie culturelle non plus. En refusant de penser en termes politiques, en refusant d'analyser notre destin sous l'angle du politique, nous sommes en train de nous suicider non seulement politiquement mais bien sûr aussi culturellement.

Les auteurs veulent comprendre d'où nous vient cette tentation du suicide national, cette « posture morale de tout un peuple » (p. 16). Pour eux, le fait de n'avoir jamais été un peuple souverain explique que notre vision de nous-mêmes soit « inscrite dans la sujétion » ; pire, que nous en

soyons venus à nous asservir nous-mêmes, à être les gardiens de notre assujettissement, de notre enfermement (p. 22).

Le chapitre I est assez psychologisant, comme tout l'ouvrage du reste puisque les auteurs ont pour projet de faire notre introspection nationale. Ils y développent ce thème: depuis l'échec des Rébellions de 1837-1838, nous aurions formé le vœu de former une communauté culturelle par crainte du politique. S'inscrire dans le politique, c'est s'inscrire dans le conflit; or, nous refusons le conflit, nous préférons la sécurité illusoire de la communauté non différenciée, unie dans sa spécificité culturelle. En lisant les auteurs, je suis obligée de conclure que pour eux, jusqu'aux années 1960, cette culture était par essence mortifère, ce sont mes mots: nous étions catholiques, donc nous nous sentions coupables, coupables d'exister (p. 46). Mais de nos jours au moins, je paraphrase, cette partie de notre culture est morte, *Deo Gratias*. Pourtant nous continuons de nous sentir coupables, mais cette fois cette culpabilité est cultivée par le colonisateur intérieur (le gouvernement fédéral) qui occupe tant de parties de notre territoire, de notre identité, de notre politique, de notre avenir, et de notre passé.

Les chapitres II et III sont une espèce de relecture de notre histoire. Ce n'est pas compliqué. En plus d'avoir hérité d'une culture catholique mortifère, nous n'avons produit que des élites soit traîtres, soit dépourvues de tout sens politique. Heureusement qu'il y a eu Papineau! Parce qu'à part lui, voyons un peu.

Le Conquérant, lui, a été intelligent. Les auteurs affirment qu'il nous a placés dans la servitude, mais pas dans l'abjection qui aurait fouetté notre dignité et notre désir de sortir de la sujétion. Ils affirment aussi que nos élites, tant politiques, économiques que cléricales, se sont acoquinées avec la bourgeoisie *canadian* pour fricoter puis nous faire accepter la Confédération (jamais ratifiée par le peuple) et se faire ménager des avantages mineurs dans leur ensemble, mais majeurs dans la réserve québécoise: avantages économiques, politiques, ou idéologiques. Il y a bien eu quelques soubresauts, particulièrement entre les années 1920 et 1960: les députés fédéraux canadiens-français disaient qu'ils allaient à Ottawa pour «défendre nos droits» (p. 78): défendre nos droits, non pas conquérir notre affranchissement remarquent les auteurs. Avons-nous au moins fait mieux collectivement après 1960? Non. Et en particulier René Lévesque et Camille Laurin ont versé dans «l'angélisme» (p. 113). Le premier a cru et prétendu qu'on pouvait rompre sans rompre, négocier la souveraineté avec l'association, passer du bon gouvernement à l'État souverain en douceur; il a rapidement négligé de faire «la pédagogie de la souveraineté». Le second a eu le tort de vouloir protéger la langue française: il a suscité ainsi en nous un faux sentiment de sécurité culturelle qui nous a empêchés de vouloir le redoutable combat pour la liberté politique. La Charte

de la langue française est une erreur (p. 134). Une autre erreur fut le « beau risque » du 2^e gouvernement péquiste au milieu des années 1980. Une « fédération qui marche moins mal » (p. 139) n'est pas un projet de libération politique. Pas plus que le retour aux années 1920-1960, avec le Bloc québécois, tous ces députés fédéraux qui sont allés défendre nos droits à Ottawa. Ni les cafouillages sur la question nationale qui caractérise le Parti québécois des années 2000. Décidément, nos élites n'ont jamais été à la hauteur. Mais désormais, même le peuple ne l'est plus : comment interpréter autrement la vague orange de 2011, qui nous a fait envoyer tant de députés néodémocrates à Ottawa. Nous avons décidément perdu tout sens de notre intérêt national, nous sommes désormais quasi complètement dépossédés de nous-mêmes.

Ce qui nous attend à terme, c'est la louisianisation (p. 109). Le chapitre IV en dégage la perspective. D'une part, nous ne nous intéressons plus à la politique *canadian* et de toute façon, celle-ci peut désormais se faire sans nous. D'autre part, la classe moyenne, qui est ici comme partout le fer de lance des vrais projets politiques, a changé ces dernières années : elle vieillit, elle n'a plus d'enfants, elle est individualiste et « veut profiter de la vie » (p. 165). À ces facteurs objectifs s'en ajoutent de subjectifs : ce n'est pas tant le fédéral qui nous écrase de sa puissance, c'est nous qui consentons à notre asservissement (p. 167), y compris les souverainistes (p. 169). Le néolibéralisme s'infiltré partout, distendant les liens sociaux et nous faisant perdre nos références communes. Le Canada continue à se construire comme nation et dispose de l'outil politique suprême, la souveraineté, pour le faire. Pendant ce temps, à force de nous réfugier dans la communauté culturelle, nous allons lentement mais sûrement vers le suicide national, les auteurs insistent.

Eh bien, franchement, on a là tout pour nous inciter à la lutte, n'est-ce pas ! Notre culture est dans un état « catatonique » (p. 205) et nous glissons dans « l'oubli » de nous-mêmes (p. 210). Heureusement, il y a eu le printemps érable. Voici qui donne enfin une raison d'espérer : ces jeunes qui se sont mobilisés en grand contre la marchandisation de l'éducation, voilà le début d'un mouvement pour faire de l'État québécois notre outil collectif de développement.

Et tant pis pour la thèse des deux auteurs si jamais, au cours du printemps érable, ne fut posée la question nationale !!!

Pour ma part, j'estime qu'avec une culture mortifère comme le fut la nôtre jusqu'à ce qu'on se soit débarrassé du catholicisme, des élites aussi niaises sinon criminelles, une classe moyenne actuelle aussi hédoniste, et une jeunesse aussi indifférente à la question nationale, c'est inexplicable qu'on ait survécu jusqu'à nos jours. Alors, à moins de croire au miracle, il faut conclure que quelque chose cloche dans l'analyse des deux auteurs. Trop d'autoflagellation d'un côté, pas assez d'analyse proprement politique

de l'autre : c'est vous qui nous culpabilisez, messieurs Payette, non, nous ne sommes coupables de tout ; vous auriez dû tenir davantage compte des possibles avec lesquels nous avons dû composer au cours de notre histoire ; vous auriez pu aussi considérer au moins quelque peu les rapports de forces qui se sont exercés et s'exercent contre nous.

Bref, vous n'avez sans doute pas tort sur toute la ligne. Mais je porte somme toute assez peu d'intérêt à la psychologie collective, c'est peut-être le mien. Un passé tronqué et mal soupesé, un présent très incomplètement analysé et un avenir en Louisiane : disons que votre vision me mobilise assez peu ! Aux lecteurs, je recommanderai donc de lire des historiens pour avoir des analyses du passé, et de se joindre aux bâtisseurs pour fabriquer notre avenir, celui d'un pays où nous serons « maîtres chez nous ». Voilà bien un projet qui s'inscrit dans une histoire longue, sinieuse, douloureuse, mais toujours ouverte.